

L'accord important auquel nous sommes parvenus sur les ADPIC et la santé publique il y a quelques jours démontre que, avec la volonté politique qui convient, des décisions difficiles peuvent être prises par les dirigeants politiques.

Nous, qui faisons partie des pays développés, avons une responsabilité particulière.

Bien que nous soyons les plus bruyants partisans d'un commerce plus libre, c'est souvent nous qui accordons le plus de subventions. Cela pénalise les contribuables et les consommateurs de nos pays et nuit pareillement aux pays pauvres. Il faut que cela change.

Les pays développés ont plus que les pays pauvres la capacité d'atténuer les souffrances que l'ajustement peut provoquer.

Nous devons être ambitieux pour parvenir à un accord. Un accord sur un cadre permettant de réduire fortement les subventions et les tarifs agricoles est indispensable pour la croissance des pays en développement.

L'Europe a déjà apporté sa contribution dans ce sens avec sa grande réforme de la PAC.

Cela signifie aussi un cadre ambitieux permettant de réduire les obstacles au commerce des produits non agricoles, surtout dans les secteurs qui importent pour les pays en développement.

Cela signifie parvenir à un accord sur un ensemble de mesures transitoires concernant le traitement spécial et différencié. Et cela signifie convenir d'une marche à suivre pour les questions de Singapour.

Parvenir à un accord entre les 146 Membres sur toutes ces questions sera une tâche ardue.

Mais c'est essentiel si nous voulons achever le Cycle pour le 1^{er} janvier 2005 et saisir les possibilités qu'il offre.

Un système commercial multilatéral, fonctionnant correctement, fondé sur le consensus et sur des règles exécutoires, offre à tous les pays, grands et petits, les moyens de saisir ces possibilités et d'accroître leur prospérité.

Si nous sommes incapables de trouver la volonté politique pour parvenir à un accord, nous affaiblissons l'institution – l'OMC – qui, par nature, donne aux peuples la capacité de relever les défis de la mondialisation. Une organisation qui – comme le démontrent les cérémonies d'accession du Népal et du Cambodge auxquelles nous serons heureux de participer ce soir – est encore très recherchée.

Si nous réussissons à parvenir à un accord ici, à Cancún, nous renforcerons le système de règles multilatéral dont nous bénéficions tous. Nous renforcerons les fondements de notre sécurité. Et nous contribuerons à favoriser la prospérité et les ouvertures dans le monde entier et, surtout, dans le monde en développement. Il y a trop longtemps que les pauvres de la planète attendent que les gouvernements conviennent de créer les possibilités économiques, les emplois et l'espoir dont ils ont besoin. Nous ne devons pas les décevoir.
